Spedizione in abbonamento postale — Anno 94° — Numero 90

GAZZETTA UFFICIALE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Sabato, 18 aprile 1953 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1953

LEGGI E DECRETI

LEGGE 12 marzo 1953, n. 229.

Ratifica ed esecuzione dei seguenti Accordi conclusi a Parigi, tra l'Italia e la Sarre, il 26 ottobre 1951: a) Convenzione generale relativa alle assicurazioni sociali; b) Protocollo annesso; c) Scambio di Note.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i seguenti Accordi conclusi a Parigi, tra l'Italia e la Sarre, il 26 ottobre 1951:

a) Convenzione generale relativa alle assicurazioni sociali;

b) Protocollo annesso;

c) Scambio di Note.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli Accordi suddetti a decorrere dalla data della loro entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 marzo 1953

EINAUDI

DE GASPERI — RUBINACCI

Visto, *il Guardasigilli:* ZOLI

Convention générale entre l'Italie et la Sarre relative aux assurances sociales

Le Président de la République Italienne, d'une part, et

Le Président de la République Française, d'autre part,

agissant au nom de la Sarre en vertu des dispositions de la Constitution sarroise et de la Convention générale entre la France et la Sarre du 3 mars 1950,

animés du désir de garantir aux ressortissants italiens et sarrois le bénéfice des législations sur les assurances sociales en vigueur dans les deux pays, ont résolu de conclure una Convention, et, à cet effet, ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République Italienne:

M. Pietro Quaroni, *Ambassadeur d'Italie;*

Le Président de la République Française:

M. Johannes Hoffmann, *Ministre Président et Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale du Gouvernement de la Sarre;*

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des dispositions suivantes:

Titre I

PRINCIPES GENERAUX

Article 1er

Paragraphe 1er

Les travailleurs italiens ou sarrois salariés ou assimilés aux salariés par les législations énumérées à l'article 2 de la présente Convention, sont soumis respectivement auxdites législations applicables en Sarre ou en Italie et en bénéficient ainsi que leurs ayants droit dans les mêmes conditions que les ressortissants de chacun de ces pays.

Pour l'interprétation du terme salarié au sens de la présente Convention, il n'est pas fait de distinction au regard de la législation italienne entre employés et ouvriers.

Paragraphe 2

Les ressortissants italiens ou sarrois peuvent être admis à l'assurance volontaire ou facultative continuée des législations énumérées à l'article 2 dans les mêmes conditions que les ressortissants du pays où ils résident, compte tenu, le cas échéant, des périodes d'assurance en Italie et en Sarre.

Article 2

Paragraphe 1er

Les législations auxquelles s'applique la présente Convention sont:

1) *en Italie*:

a) la législation de l'assurance générale invalidité, vieillesse et survivants;

b) les législations d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles;

c) la législation sur l'assurance maladie:

d) la législation sur l'assurance contre la tuberculose;

e) la législation sur la protection physique et économique des mères travailleuses pour la partie concernant les prestations en nature et en espèces en cas d'accouchement (maternité);

f) les régimes spéciaux d'assurance en tant qu'ils concernent les risques ou prestations couverts par les législations énumérées ci-dessus, et notamment le régime du personnel des entreprises concessionnaires des services publics de transports ou de téléphones;

g) la législation sur les allocations familiales;

2) *en Sarre*:

a) l'assurance maladie (maladie, maternité, décès);

b) l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles:

c) l'assurance rente des ouvriers, des employés et des artisans (invalidité, vieillesse et survivants);

d) l'assurance invalidité professionnelle dans la sidérurgie;

e) l'assurance rente minière (invalidité, vieillesse et survivants);

f) les allocations familiales;

g) les dispositions relatives à l'assurance maladie des rentiers et de leurs survivants;

Paragraphe 2

La présente Convention s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui ont modifié ou complété ou qui modifieront ou complèteront les législations énumérées au paragraphe 1er du présent article.

Toutefois, elle ne s'appliquera:

a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle des assurances sociales que si un arrangement intervient à cet effet entre les Hautes Parties contractantes;

b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas, à cet égard, opposition de l'une des Parties contractantes notifiée à l'autre dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits actes.

Article 3

Paragraphe 1er

Les travailleurs salariés ou assimilés aux salariés par les législations applicables en Italie et en Sarre occupés dans l'un de ces pays, sont soumis aux législations en vigueur au lieu de leur travail.

Paragraphe 2

Le principe posé au paragraphe 1er du présent article comporte les exceptions suivantes:

a) les travailleurs salariés ou assimilés occupés dans un pays autre que celui de leur résidence habituelle par une entreprise ayant dans le pays de cette résidence un établissement dont les intéressés relèvent normalement demeurent soumis aux législations en vigueur dans le pays de leur lieu de travail habituel, pour autant que leur occupation sur le territoire du deuxième pays ne se prolonge pas au delà de six mois; dans le cas où cette occupation, se prolongeant pour des motifs imprévisibles au delà de la durée primitivement prévue, excèderait six mois, l'application des législations en vigueur dans le pays du lieu de travail habituel pourra exceptionnellement être maintenue avec l'accord de l'autorité administrative suprême du pays du lieu de travail occasionnel;

b) les travailleurs salariés ou assimilés des entreprises publiques de transport de l'un des pays occupés dans l'autre pays, soit passagèrement, soit sur des lignes d'intercommunication d'une façon permanente, sont soumis aux dispositions en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège.

En ce qui concerne les entreprises de transport autres que celles visées ci-dessus qui s'étendent d'Italie en Sarre et viceversa, les personnes occupées dans les parties mobiles (personnel ambulant) de ces entreprises sont exclusivement soumises aux dispositions en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège;

c) le personnel d'un service administratif officiel, détaché de l'un des pays dans l'autre, est soumis aux dispositions en vigueur dans le pays d'où il est détaché.

Paragraphe 3

Les autorités administratives suprême italiennes et sarroises pourront prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux règles énumérées au paragraphe 1er du présent article. Elles pourront convenir également que les exceptions prévues au paragraphe 2 ne s'appliqueront pas dans certains cas particuliers.

Paragraphe 4

Les dispositions du paragraphe 1er sont applicables aux travailleurs salariés ou assimilés, quelle que soit leur nationalité, occupés dans les postes consulaires de deux pays ou qui sont au service personnel d'agents de ces postes.

Toutefois:

1) sont exceptés de l'application du présent article les agents consulaires de carrière, ainsi que les fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries;

2) les travailleurs salariés ou assimilés qui appartiennent à la nationalité du pays représenté par le poste consulaire et qui ne sont pas fixés definitivement dans le pays où ils sont occupés, peuvent opter entre l'application de la législation du pays de leur lieu de travail et celle de la législation de leur pays d'origine.

Article 4

Ne sont pas opposables aux ressortissants italiens et sarrois les dispositions contenues dans les législations italiennes et sarroises concernant l'assurance vieillesse, l'assurance invalidité, les accidents du travail et maladies professionnelles qui restreignent les droits des étrangers ou opposent à ceux-ci des déchéances en raison du lieu de leur résidence.

Titre II

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Chapitre 1er

Assurances maladies, tuberculose, maternité et décès

Article 5

Paragraphe 1er

Les travailleurs salariés ou assimilés qui se rendent de Sarre en Italie ou inversement bénéficient, ainsi que leurs ayants droit résidant sous leur toit dans le pays du nouveau lieu de travail, des prestations de l'assurance maladie en Sarre et des assurances maladie et tuberculose en Italie, pour autant que:

1) ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé;

2) l'affection se soit déclarée postérieurement à leur entrée sur le territoire de ce pays, à moins que la législation qui leur est applicable à leur nouveau lieu de travail ne prévoie des conditions plus favorables d'ouverture des droits;

3) ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail, compte tenu des périodes d'assurance accomplies successivement dans les deux pays.

Paragraphe 2

Des accords complémentaires pourront définir les modalités suivant lesquelles les bénéficiaires de l'assurance maladie ou tuberculose de chacun des deux pays pourront recevoir des soins dans les établissements ou institutions de l'autre pays, à la charge des organismes d'assurance dont ils relèvent.

Article 6

Paragraphe 1er

Les travailleurs salariés ou assimilés qui se rendent de Sarre en Italie ou inversement bénéficient, ainsi que leurs ayants droit résidant sous leur toit dans le pays du nouveau lieu de travail, des prestations maternité de ce pays, pour autant que:

1) ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé;

2) ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail, compte tenu, le cas échéant, de la période d'immatriculation dans les pays qu'ils quittent et de la période postérieure à leur immatriculation dans le pays de leur nouveau lieu de travail.

Toutefois, les prestations de l'assurance maternité sont supportées par l'organisme du pays dont relevait l'assuré à la date présumée de la conception. Danc ce cas:

— les prestations en nature sont payées par l'organisme du pays de résidence suivant la législation de ce pays, mais sont remboursées à l'organisme débiteur de l'autre pays dans la limite des charges qu'aurait entraîné l'application de la législation de ce dernier pays;

— les prestations en espèces sont réglées directement par l'organisme débiteur et calculées suivant la législation de ce pays, en prenant comme base le salaire perçu antérieurement à la date où l'intéressé a quitté le pays debiteur.

Paragraphe 2

Les assurés qui se rendent d'Italie en Sarre au cours de la période de repos obligatoire ont droit aux prestations en espèces, à condition d'avoir obtenu l'accord préalable de l'organisme débiteur et de n'effectuer aucun travail pendant la période de repos.

Article 7

Les travailleurs salariés ou assimilés, qui se rendent d'un pays dans l'autre ouvrent droit aux allocations funéraires ou subsides extraordinaires conformément à la législation du pays du nouveau lieu de travail, pour autant que:

1° ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé;

2° ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail, compte tenu de la période d'immatriculation dans les pays qu'ils quittent et de la période postérieure à leur immatriculation dans le pays de leur nouveau lieu de travail.

Chapitre 2

ASSURANCE INVALIDITÉ

Article 8

Paragraphe 1er

Pour les travailleurs salariés ou assimilés sarrois ou italiens qui ont été affiliés successivement ou alternativement en Sarre et en Italie, à un ou plusieurs régimes d'assurance invalidité, les périodes d'assurance accomplies sous ces régimes ou les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu desdits régimes, sont totalisées à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations en espèces ou en nature, qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Paragraphe 2

Les prestations en espèces de l'assurance invalidité sont liquidées conformément aux dispositions de la législation qui était applicable à l'intéressé au moment de la première constatation médicale de la maladie, de l'accident ou de l'invalidité résultant de l'usure prématurée de l'organisme et sont supportées par l'organisme compétent aux termes de cette législation.

Paragraphe 3

Toutefois, si au début du trimestre civil au cours duquel est survenue la maladie, l'invalide, antérieurement soumis à un régime d'assurance invalidité de l'autre pays, n'était pas assujetti depuis un an ou moins à la législation du pays où la maladie a été constatée, il reçoit, de l'organisme compétent de l'autre pays, les prestations en espèces prévues par la législation de ce pays. Cette disposition n'est pas applicable si l'invalidité est la conséquence d'un accident.

Paragraphe 4

Lorsque la législation de l'un des pays intéressés subordonne l'octroi de certains avantages à la condition que les périodes aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial d'assurance, ne sont totalisées, pour l'admission au bénéfice de ces avantages, que les périodes accomplies sous le ou les régimes spéciaux correspondants de l'autre pays. Si, dans l'un des deux pays, il n'existe pas, pour la profession, de régime spécial, les périodes d'assurance accomplies dans ladite profession sous l'un des régimes visés au paragraphe 1er ci-dessus sont néanmoins totalisées.

Notamment, en l'absence d'un régime spécial sur la sécurité sociale dans les mines en Italie, sont seules considérés comme services susceptibles d'être totalisés avec les périodes accomplies sous le régime spécial aux travailleurs des mines en Sarre, les periodes de travail accomplies dans les exploitations minières en Italie qui, si elles avaient été effectuées en Sarre, suraient ouvert des droits au regard de la législation spéciale des assurances sociales dans les mines.

Paragraphe 5

Lorsque d'après les législations de l'un des deux pays, la pension ou un élément de pension est calculé en fonction du salaire ou des cotisations versées, cette pension ou cet élément de pension est déterminé par l'organisme d'assurance compétent comme si toutes les périodes d'assurance avaient été accomplies exclusivement sous le régime qui lui est propre.

Article 9

Si, après suspension ou suppression de la pension d'invalidité, l'assuré recouvre son droit, le service des prestations est repris par l'organisme débiteur de la pension primitivement accordée, lorsque l'état d'invalidité est imputable à la maladie ou à l'accident qui avait motivé l'attribution de cette pension.

Article 10

Lorsque l'intéressé remplit les conditions d'âge pour l'attribution d'une pension de vieillesse d'après la législation de l'un des deux pays, la pension d'invalidité est transformée en pension de vieillesse, dans les conditions prévues par la législation en vertu de laquelle elle a été attribuée. Il est fait application, le cas échéant, des dispositions du chapitre 3 ci-après.

Article 11

Paragraphe 1er

Les règles énoncées aux articles 8 à 10 sont applicables aux travailleurs qui ont été occupés dans les mines en Sarre et en Italie pour la détermination des droits aux prestations d'invalidité prévues par le régime sarrois d'assurances sociales dans les mines, ainsi que pour le maintien ou le recouvrement des droits.

Paragraphe 2

La pension d'invalidité professionnelle et la solde-minière prévues par la législation sarroise pour les travailleurs dans les mines ne sont attribuables qu'aux assurés qui étaient soumis à cette legislation au moment où est survenu la maladie ou l'accident ayant entraîné l'invalidité ou qui ont résidé en Sarre jusqu'à la liquidation de ladite pension ou solde. Elles cessent d'être servies au pensionné qui reprend le travail hors du territoire sarrois.

Article 12

Les autorités administratives suprêmes sarroises et italiennes règleront, d'un commun accord, les modalités du contrôle médical et administratif des invalides.

Chapitre 3

ASSURANCE VIEILLESSE ET ASSURANCE DÉCÈS
(pensions de survivants)

Article 13

Paragraphe 1er

Pour les travailleurs salariés ou assimilés sarrois ou italiens qui ont été affiliés successivement ou alternativement en Sarre et en Italie à plusieurs régimes d'assurance vieillesse ou d'assurance décès (pensions de survivants), les périodes d'assurance accomplies sous ces régimes ou les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertù desdits régimes, sont totalisées à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Paragraphe 2

Lorsque la législation de l'un des pays intéressés subordonne l'octroi de certains avantages à la condition que les périodes aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial d'assurance, ne sont totalisées, pour l'admission au bénéfice de ces

avantages, que les périodes accomplies sous le ou les régimes spéciaux correspondants de l'autre pays Si, dans l'un des deux pays, il n'existe pas, pour la profession, de régime spécial, les périodes d'assurance accomplies dans ladite profession sous l'un des régimes visés au paragraphe 1er ci-dessus sont néanmoins totalisées.

Notamment, en l'absence d'un regime special sur la sécurité sociale dans les mines en Italie, sont seules considérées comme services susceptibles d'être totalisés avec les périodes accomplies sous le régime spécial aux travailleurs des mines en Sarre, les périodes de travail accomplies dans les exploitations minières en Italie qui, si elles avaient été effectuées en Sarre, auraient ouvert des droits au regard de la législation spéciale des assurances sociales dans les mines.

Paragraphe 3

Les avantages auxquels un assuré peut prétendre de la part de chacun des organismes intéressés sont déterminés, en principe, en réduisant le montant des avantages auxquels il aurait droit si la totalité des périodes visées au paragraphe 1er ci-dessus avait été effectuée sous le régime correspondant et ce, au prorata de la durée des périodes effectuées sous ce régime.

Chaque organisme détermine d'après la législation qui lui est propre et compte tenu de la totalité des périodes d'assurance, sans distinction du pays où elles ont été accomplies, si l'intéressé remplit les conditions requises pour avoir droit aux avantages prévus par cette législation.

Il détermine, pour ordre, le montant de la prestation en espèces à laquelle l'intéressé aurait droit si toutes les périodes d'assurance totalisées avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation et réduit ce montant au prorata de la durée des périodes accomplies sous ladite législation.

Article 14

Lorsque dans l'un des deux pays les périodes d'assurance à prendre en considération pour la détermination du droit à pension n'atteignent pas un an (ou 52 semaines ou 12 cotisations mensuelles), ces périodes ne donnent pas lieu à prestation de la parte des organismes de sécurité sociale de ce pays. Toutefois, ces périodes sont prises en considération selon les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 13.

Article 15

Lorsqu'un assuré, compte tenu de la totalité des périodes visées au paragraphe 1er de l'article 13, ne remplit pas, au même moment, les conditions exigées par les législations des deux pays, son droit à pension est établi au regard de chaque législation, au fur et à mesure qu'il remplit ces conditions.

Article 16

Tout assuré, au moment où s'ouvre son droit à pension, peut renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 13 de la présente Convention. Les avantages auxquels il peut prétendre au titre de chaque législation nationale sont alors liquidés séparément par les organismes intéressés, indépendamment des périodes d'assurance, ou reconnues équivalentes, accomplies dans l'autre pays.

Article 17

L'assuré a la faculté d'exercer à nouveau une option entre le bénéfice de l'article 13 et celui de l'article 16 lorsqu'il a un intéreêt à le faire par suite soit d'une modification dans l'une des législations nationales, soit du transfert de sa résidence d'un pays dans l'autre, soit dans le cas prévu à l'article 15, au moment où s'ouvre pour lui un nouveau droit à pension au regard de l'une des législations qui lui sont applicables.

Article 18

Lorsqu'un travailleur bénéficie d'une pension de vieillesse liquidée conformément à la présente Convention par totalisation des périodes d'assurance, le service de cette pension peut être assuré par les organismes du pays dans lequel il résidait au moment où s'est ouvert son droit à pension.

Chapitre 4

SIDÉRURGIE

Article 19

Pour le calcul ou le paiement des prestations résultant du régime spécial de l'assurance pension de la sidérurgie, seule la législation sarroise est applicable. Toutefois, la pension d'invalidité ou de vieillesse de la législation italienne est assimilée à une pension sarroise autre que celle accordée en vertu du régime spécial de la sidérurgie.

Chapitre 5

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Article 20

Si un travailleur salarié ou assimilé, qui a obtenu réparation d'une maladie professionnelle en Sarre ou en Italie, fait valoir, pour la même maladie, des droits à réparation au regard de la législation de son nouveau lieu de travail dans l'autre pays, il sera tenu de faire à l'organisme compétent de ce dernier pays, la déclaration des prestations et indemnités reçues antérieurement au titre de la même maladie.

L'organisme débiteur des nouvelles prestations et indemnités tiendra compte des prestations antérieures comme si elles avaient été à sa charge.

Article 21

Les prestations en espèces et en nature, y compris l'appareillage et les frais d'hospitalisation, dues par les organismes d'assurance d'un pays en vertu de la législation sur les accidents du travail, au titre d'une incapacité temporaire, lorsque le bénéficiaire se trouve dans l'autre pays, sont payées directement par l'organisme débiteur dans les conditions prévues par sa propre législation.

Dans le cas où l'avance de certaines dépenses afférentes aux prestations en nature est effectuée par un organisme d'assurance du pays de séjour, cet organisme est subrogé dans les droits de l'intéressé à l'encontre de l'organisme débiteur.

Article 22

Pour l'appréciation du degré d'incapacité dans les accidents du travail successifs, les accidents antérieurs relevant de la législation de l'autre pays contractant, même si le degré d'incapacité était inférieur au minimum indemnisable, sont pris en considération de la même manière que les accidents visés par la législation à laquelle la victime est soumise pour le nouvel accident. Toutefois, seule la réparation du dernier accident est à la charge du second pays.

TITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DIVERSES

Chapitre 1er

ENTR'AIDE ADMINISTRATIVE

Article 23

Paragraphe 1er

Les autorités, ainsi que les organismes sarrois ou italiens d'assurances sociales se prêteront mutuellement leurs bons offices dans la même mesure que s'il s'agissait de l'application de leurs propres régimes.

Paragraphe 2

Ces autorités et organismes pourront subsidiairement recourir, dans le même but, à l'intervention des autorités diplomatiques et consulaires compétentes.

Paragraphe 3

Les autorités diplomatiques et consulaires peuvent intervenir directement auprès des autorités administratives et des organismes d'assurances sociales en vue de recueiller tous renseignements utiles pour la défense des intérêts de leurs ressortissants.

Article 24

Paragraphe 1er

Le bénéfice des exemptions de droits d'enregistrement, de greffe, de timbre et de taxes consulaires prévues par la législation de l'un des deux pays pour les pièces à produire aux administrations ou organismes d'assurances sociales de ce pays, est étendu aux pièces correspondantes à produire pour l'application de la présente Convention, aux administrations ou organismes d'assurances sociales de l'autre pays.

Paragraphe 2

Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités consulaires.

Article 25

Les communications adressées, pour l'application de la présente Convention, par les bénéficiaires de cette Convention, aux organismes, autorités et juridictions de l'un des pays intéressés compétents en matière d'assurances sociales, seront rédigées dans la langue officielle de l'un ou de l'autre Pays.

Article 26

Les demandes et recours qui devraient être introduits dans un délai déterminé auprès d'une autorité ou d'un organisme d'un des pays compétents pour recevoir ces demandes et recours en matière d'assurance sociales sont considérés comme recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité ou d'un organisme correspondant de l'autre pays. Dans ce cas, cette dernière autorité ou ce dernier organisme devra transmettre sans retard les demandes et recours à l'organisme compétent.

Article 27

Paragraphe 1er

Les dispositions nécessaires à l'application de la présente Convention en ce qui concerne les différentes législations énumérées à l'article 2 feront l'objet d'un ou plusieurs arrangements administratifs entre les autorités administratives suprêmes des deux pays.

Les autorités administratives suprêmes des deux pays se communiqueront en temps utile les modifications survenues dans la législation ou la réglementation de leur pays concernant les régimes énumérés à l'article 2.

Paragraphe 2

Les autorités ou services sarrois ou italiens compétents se communiqueront les autres dispositions prises en vue de l'exécution de la présente Convention à l'intérieur de leur propre pays.

Article 28

Sont considérées, en Sarre et en Italie, comme autorités administratives suprêmes, au sens de la présente Convention, les Ministres qui ont, chacun en ce qui le concerne, les régimes énumérés à l'article 2 dans leurs attributions.

Chapitre 2

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29

Les organismes débiteurs de prestations sociales en vertù de la présente Convention s'en libèreront valablement dans la monnaie de leur pays.

Les transferts devront être effectués par ces organismes dès la date d'échéance des prestations.

Au cas où des dispositions seraient arrêtées dans l'un ou dans l'autre des deux pays en vue de soumettre à des restrictions le commerce des devises, des mesures seraient prises aussitôt, d'accord entre les Hautes Parties Contractantes, pour assurer, conformément aux dispositions de la présente Convention, les transferts des sommes dues de part et d'autre.

Article 30

Les organismes débiteurs de prestations sociales pourront, dans le cas où le bénéficiaire réside dans l'autre pays, ou y transfère sa résidence, charger l'organisme compétent de ce pays du service des prestations.

Article 31

Il n'est pas dérogé aux règles prévues par les régimes visés à l'article 2 pour les conditions de participation des assurés aux élections auxquelles donne lieu le fonctionnement de ces régimes.

Article 32

Les formalités que les dispositions légales ou réglementaires de l'un des deux pays pourraient prévoir pour le service, en dehors de son territoire, des prestations dispensées par ses organismes d'assurances

sociales, s'appliqueront également, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, aux personnes admises au bénéfice de ces prestations en vertu de la présente Convention.

Article 33

Paragraphe 1er

Toutes les difficultés relatives à l'application de la présente Convention seront réglées, d'un commun accord, par les autorités administratives suprêmes des deux pays.

Paragraphe 2

Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, le différend devra être réglé par une commission administrative mixte réunie à la demande de l'une ou de l'autre Partie intéressée, qui siégera alternativement en Italie et en Sarre. Elle sera composée de trois représentants de chacun des deux Gouvernements. Chaque délégation pourra s'adjoindre des experts.

Article 34

Paragraphe 1er

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Rome aussitôt que possible.

Paragraphe 2

Elle entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra la date d'échange des instruments de ratification.

Paragraphe 3

Un arrangement administratif fixera les conditions et modalités suivant lesquelles pourront être rétablies, révisées, liquidées ou servies les prestations qui avaient été suspendues ou n'avaient pu être attribuées en application des dispositions en vigueur, dans un des deux pays, en raison de la nationalité ou de la résidence à l'étranger des intéressés, ainsi que les prestations dont la liquidation n'aurait pas été conforme aux stipulations de la présente Convention. Le même arrangement fixera les conditions et modalités suivant lesquelles il pourra être tenu compte des périodes d'assurance antérieures à la mise en vigueur de la présente Convention, dans la même mesure que l'on en aurait tenu compte au cas où la présente Convention aurait été en vigueur au cours de leur accomplissement.

Toutefois, les prestations dont le droit s'est ouvert après le 1er janvier 1946 et avant la date de mise en vigueur de la présente Convention, seront révisées et déterminées, avec effet du 20 novembre 1947, selon les règles établies par la présente Convention.

Si les droits antérieurement liquidés ont fait l'objet d'un règlement en capital, il n'y a pas lieu à révision.

Paragraphe 4

La présente Convention est conclue pour une durée d'une année. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation qui devra être notifiée trois mois avant l'expiration du terme.

Paragraphe 5

En cas de dénonciation, les stipulations de la présente Convention resteront applicables aux droits acquis, nonobstant les dispositions restrictives que les régimes intéressés prévoiraient pour les cas de séjour à l'étranger d'un assuré.

Paragraphe 6

En ce qui concerne les droits en cours d'acquisition afférents aux périodes d'assurance accomplies antérieurement à la date à laquelle la présente Convention cessera d'être en vigueur, les stipulations de cette Convention resteront applicables dans les conditions qui devront être prévues par les accords complémentaires.

Fait en double exemplaire à Paris, le vingt six octobre mil neuf cent cinquante et un.

P. QUARONI — J. HOFFMANN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Protocole annexe

A l'occasion de la signature de la Convention entre l'Italie et la Sarre en matière d'assurances sociales, les délégués italiens et sarrois ont constaté leur accord sur les dispositions suivantes:

1. Les deux Gouvernements entreprendront prochainement des conversations en vue d'élaborer une convention relative à l'assurance contre le chômage.

2. Considérant que l'article 4 de la Convention a pour objet de prévoir le paiement des pensions de vieillesse, d'invalidité et les rentes d'accidents du travail (y compris tous suppléments et majorations) dues en vertu des législations italienne et sarroise, même lorsque le bénéficiaire réside dans un tiers pays, mais constatant que ce droit ne peut être satisfait, en ce qui concerne les pensions d'invalidité ou rentes d'accidents du travail qui ne sont pas encore définitives, que pour autant que l'organisme débiteur peut procéder aux contrôles prévus par sa législation, les deux Gouvernements sont d'accord pour constater que les dispositions dudit article 4 ne recevront application, en ce qui concerne les pensions d'invalidité ou rentes d'accidents du travail qui ne sont pas devenues définitives lorsque le bénéficiaire réside dans un tiers pays, que pour autant qu'aura été instituée une procédure permettant l'exercice desdits contrôles.

3. Les deux Gouvernements examineront en commun après que cette question aura été réglée dans le cadre du Conseil de l'Europe, les conditions dans lesquelles les ayants droit d'un travailleur salarié ou assimilé, italien ou sarrois, qui résident normalement dans un pays, alors que le ressortissant exerce son activité sur le territoire de l'autre pays, bénéficient des prestations en nature de l'assurance maladie.

Fait en double exemplaire à Paris, le vingt six octobre mil neuf cent cinquante et un.

P. QUARONI — J. HOFFMANN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Paris, le 26 octobre 1951

Monsieur l'Ambassadeur,

En attendant la conclusion d'un accord complétant l'Accord entre la Sarre et l'Italie relatif à l'immigration en Sarre des travailleurs italiens du 18 mai 1949, j'ai l'honneur de vous faire savoir que les travailleurs italiens immigrés en Sarre continueront à bénéficier

des allocations familiales prévues par la législation sarroise même si leurs ayants droit continuent à résider en Italie.

A cette fin, les conditions de résidence prévues par la loi sarroise du 11 juillet 1951 sur les allocations familiales ne s'appliquent pas aux ressortissants italiens travaillant en Sarre dont la famille réside en Italie.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer que les travailleurs sarrois immigrés en Italie bénéficieront de même des allocations familiales prévues par la législation italienne, même si leurs ayants droit continuent à résider en Sarre.

Les dispositions précitées prennent effet au 1er octobre 1950.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

JOHANNÈS HOFFMANN

S. E. Monsieur Pietro QUARONI
Ambassadeur d'Italie — PARIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Paris, le 26 octobre 1951

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour par laquelle vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« En attendant la conclusion d'un accord complétant l'Accord entre la Sarre et l'Italie relatif à l'immigration en Sarre des travailleurs italiens du 18 mai 1949, j'ai l'honneur de vous faire savoir que les travailleurs italiens immigrés en Sarre continueront à bénéficier des allocations familiales prévues par la législation sarroise même si leurs ayants droit continuent à résider en Italie.

A cette fin, les conditions de résidence prévues par la loi sarroise du 11 juillet 1951 sur les allocations familiales, ne s'appliquent pas aux ressortissants italiens travaillant en Sarre dont la famille réside en Italie.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer que les travailleurs sarrois immigrés en Italie bénéficieront de même des allocations familiales prévues par la législation italienne, même si leurs ayants droit continuent à résider en Sarre.

Les dispositions précitées prennent effet au 1er octobre 1950 ».

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les dispositions contenues dans la lettre ci-dessus rencontrent l'assentiment du Gouvernement italien.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

PIETRO QUARONI

S. E. Monsieur Johannès HOFFMANN
Ministre Président du Gouvernement de la Sarre
Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LEGGE 21 marzo 1953, n. 230.

Termini per la presentazione delle domande per conseguire la ricostruzione a carico dello Stato dei beni di proprietà degli enti locali, degli edifici di culto e di quelli destinati ad uso di beneficenza ed assistenza, danneggiati o distrutti dagli eventi bellici.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico.

Gli aventi titolo per conseguire i benefici di cui ai decreti legislativi 27 giugno 1946, n. 35 e 29 maggio 1947, n. 649, ratificati con la legge 10 agosto 1950, n. 784, debbono presentare all'Ufficio del genio civile competente entro sei mesi dall'entrata in vigore della presente legge, a pena di decadenza, una relazione illustrativa dei lavori da eseguire, con l'indicazione della spesa prevista, tanto se intendano che all'esecuzione dei lavori stessi provveda direttamente l'Amministrazione dei lavori pubblici quanto se intendano invece eseguirli in concessione.

Analoga denunzia debbono effettuare entro lo stesso termine gli enti pubblici locali, pena la decadenza dal beneficio della ricostruzione ai sensi dell'art. 27 della legge 26 ottobre 1940, n. 1543.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 marzo 1953

EINAUDI

DE GASPERI — ALDISIO — ZOLI — PELLA — VANONI — FANFANI — SCELBA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

LEGGE 21 marzo 1953, n. 231.

Autorizzazione al Ministero della marina mercantile a bandire un concorso straordinario per titoli per il conferimento dei posti di grado iniziale nel ruolo tecnico di gruppo A.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

In deroga all'art. 5 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 615, il Ministero della marina mercantile è autorizzato ad espletare un concorso straordinario per soli titoli, per il conferimento dei posti di grado iniziale nel ruolo tecnico di gruppo *A* del Ministero stesso.

Al concorso di cui al comma precedente potranno partecipare:

a) i funzionari statali appartenenti da almeno cinque anni a ruoli tecnici, civili e militari, di gruppo *A*, che siano in possesso del diploma di laurea in ingegneria navale e meccanica;

b) i liberi professionisti che risultino inscritti da almeno cinque anni nell'albo degli ingegneri, in base al possesso del diploma di laurea in ingegneria navale e meccanica, i quali abbiano i requisiti previsti per l'assunzione nelle carriere statali e che non abbiano superato l'età di 45 anni.

Ai fini del raggiungimento del periodo di cinque anni di cui alle precedenti lettere *a*) e *b*), il periodo di appartenenza a ruoli tecnici di gruppo *A* è cumulabile con il periodo di iscrizione nell'albo degli ingegneri.

Art. 2.

Il concorso di cui all'articolo precedente dovrà essere bandito non oltre due mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 marzo 1953

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA — CAPPA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 febbraio 1953, n. 232.

Nuovi punzoni per la bollatura di pesi e misure di piccole dimensioni, aventi carattere di precisione e particolare delicatezza.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regolamento sul servizio metrico, approvato con regio decreto 31 gennaio 1909, n. 242;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 maggio 1948, n. 734, che approva la tabella delle impronte dei bolli per il servizio metrico;

Sentito il conforme parere del Comitato centrale metrico;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e il commercio;

Decreta:

Articolo unico.

In aggiunta alle impronte dei bolli da apporre sui pesi, sulle misure e sugli strumenti per pesare e per misurare sottoposti alla verificazione prima, di cui alla tabella annessa al decreto Presidenziale 8 maggio 1948, n. 734, sopracitato, sono istituite le due nuove impronte riprodotte nella tabella annessa al presente decreto, vistata dal Ministro proponente.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 febbraio 1953

EINAUDI

DE GASPERI — CAMPILLI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 aprile 1953
Atti del Governo, registro n. 76, foglio n. 5. — PALLA

TABELLA

dei bolli usati dagli Uffici metrici provinciali per la verificazione prima degli oggetti minuti

Bollo con numero caratteristico dell' Ufficio

Bollo con numero di matricola del funzionario

Scala 20: 1

Il Ministro per l'industria e il commercio
CAMPILLI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 marzo 1953, n. 233.

Modificazione della composizione della Commissione istituita con decreto Presidenziale 30 dicembre 1950, n. 1275, per la determinazione della indennità per danni alla proprietà industriale italiana negli Stati Uniti d'America.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 5 della legge 24 novembre 1948, n. 1493, relativa alla indennità per danni alla proprietà industriale italiana negli Stati Uniti del Nord America, in applicazione degli Accordi approvati con decreto legislativo 31 dicembre 1947, n. 1747;

Visto l'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 30 dicembre 1950, n. 1275, contenente le norme di attuazione della citata legge 24 novembre 1948, n. 1493, nel quale si stabilisce la composizione della Commissione amministrativa che deve determinare in via definitiva la indennità da corrispondere agli interessati;

Considerata la necessità di modificare la composizione ed il funzionamento di detta Commissione;

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per il bilancio e ad interim per il tesoro, di concerto con il Ministro per l'industria e commercio;

Decreta:

L'art. 3 del decreto 30 dicembre 1950, n. 1275, del Presidente della Repubblica, portante norme di attuazione della legge 24 novembre 1948, n. 1493, relativa alla indennità per danni alla proprietà industriale italiana negli Stati Uniti d'America, è sostituito dal seguente:

La Commissione amministrativa che determina in via definitiva l'indennità da corrispondere all'interessato, è nominata con decreto del Ministro per il tesoro, di concerto con il Ministro per l'industria e commercio, ed è composta:

a) di un magistrato di Cassazione con ufficio non inferiore a quello di presidente di Sezione o equiparato, in servizio o a riposo, designato dal Ministro per la grazia e giustizia che la presiede;

b) di un magistrato di Cassazione con funzione di consigliere o equiparato, in servizio o a riposo;

c) di un consigliere di Stato e di un consigliere della Corte dei conti in servizio o a riposo;

d) di un sostituto avvocato generale dello Stato in servizio o a riposo;

e) di due funzionari del Ministero del tesoro, rispettivamente della Direzione generale del tesoro e della Ragioneria generale dello Stato, di grado non inferiore al 6°;

f) di due funzionari dell'Ufficio centrale brevetti del Ministero dell'industria e commercio di grado non inferiore al 6°;

g) di quattro membri designati dal Ministro per l'industria ed il commercio su proposta delle organizzazioni degli interessati.

A segretario della Commissione è nominato un funzionario in servizio presso la Direzione generale del tesoro I.R.F.E. di grado non inferiore al 9°.

Per ognuno dei membri effettivi, e per il segretario, è nominato un supplente, il quale partecipa ai lavori della Commissione in vece del rispettivo titolare in caso di impedimento del medesimo o per i membri indicati alla lettera *g*) di incompatibilità.

Il presidente della Commissione chiama a far parte di essa, con funzioni consultive, rappresentanti di altre Amministrazioni e si può avvalere dell'opera di esperti.

La deliberazione è adottata a maggioranza dai membri effettivi o supplenti.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 6 marzo 1953

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA — CAMPILLI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 aprile 1953
Atti del Governo, registro n. 76, foglio n. 25. — PALLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 dicembre 1952.

Rinnovo ed aumento del contributo statale a favore del Consorzio provinciale di rimboschimento di Padova.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 25 novembre 1940, n. 1834, relativo alla costituzione, per un decennio, del Consorzio tra lo Stato, e la provincia di Padova e n. 15 Comuni della stessa provincia, col quale venne fissato in L. 26.600 annue, il concorso dello Stato ed a carico della provincia di Padova e dei n. 15 Comuni eguale annuo contributo di L. 26.600;

Vista la deliberazione in data 1° giugno 1950, numero 4619/10801, della Deputazione provinciale di Padova, approvata con decreto interministeriale in data 20 ottobre 1951 e quelle di n. 15 Comuni della provincia medesima, in appresso specificati, con cui si chiede la rinnovazione del Consorzio suddetto, col contributo annuo complessivo di L. 600.000;

Visto l'art. 75 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 3267, sul riordinamento e riforma della legislazione in materia di boschi e di terreni montani;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste;

Decreta:

E' rinnovato per anni otto, a decorrere dall'esercizio 1952-53 e fino a tutto l'esercizio 1959-60, il Consorzio rimboschimenti tra lo Stato, la provincia di Padova e n. 15 Comuni della provincia sotto elencati, col contributo statale annuo di L. 600.000 (seicentomila) a decorrere dall'esercizio 1952-53 e sino a tutto l'esercizio finanziario 1959-60 e con a carico della provincia di Padova e dei n. 15 Comuni i contributi annui così ripartiti:

1. Amministrazione provinciale di Padova . . . . . L. 450.000
2. Abano Terme: delibera 30 settembre 1950, n. 388 » 10.000
3. Arquà Petrarca: delibera 17 agosto 1950, n. 2168 . » 10.000
4. Baone: delibera 7 settembre 1950 . . . . » 10.000

5. Battaglia Terme:
delibera 16 dicembre 1950, n. 65 . L. 10.000
6. Cervarese Santa Croce:
delibera 18 novembre 1950, n. 27 » 10.000
7. Cinto Euganeo:
delibera 26 luglio 1950, n. 1817 . . » 10.000
8. Este:
delibera 6 novembre 1950, n. 54 » 10.000
9. Calzignano:
delibera 12 luglio 1950, n. 135 . . » 10.000
10. Lozzo Atesino:
delibera 28 luglio 1950, n. 96 . . » 10.000
11. Monselice:
delibera 8 agosto 1950, n. 75 » 10.000
12. Montegrotto Terme:
delibera 29 maggio 1952, n. 1435 » 8.000
13. Rovolon:
delibera 9 settembre 1950, n. 59 » 10.000
14. Teolo:
delibera 19 luglio 1950, n. 23 . » 10.000
15. Torreglia:
delibera 27 settembre 1950, n. 143 » 12.000
16. Vò Euganeo:
delibera 29 agosto 1950, n. 146 » 10.000

Detto contributo statale, per l'esercizio finanziario 1952-53, graverà sul cap. 70 del bilancio passivo del Ministero dell'agricoltura e delle foreste dello stesso esercizio, mentre per gli esercizi successivi graverà sui capitoli corrispondenti.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 18 dicembre 1952

EINAUDI

FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 marzo 1953
Registro n. 3 Az. di Stato for. dem., foglio n. 168. — RELLEVA

(1724)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 febbraio 1953.

Sostituzione di un componente del Consiglio provinciale di sanità di Campobasso.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il decreto 18 aprile 1951, col quale sono stati nominati i componenti del Consiglio provinciale di sanità di Campobasso per il triennio 1951-1953;

Considerato che il componente avv. Nicola Amoroso, esperto in materie amministrative, ha lasciato la sede di Campobasso e che occorre provvedere alla sua sostituzione;

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Il dott. Ettore Raspa, esperto in materie amministrative, è nominato componente del Consiglio provinciale di sanità di Campobasso fino al 31 dicembre 1953, in sostituzione dell'avv. Nicola Amoroso, trasferito in altra sede.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 10 febbraio 1953

EINAUDI

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 marzo 1953
Registro n. 75 Presidenza, foglio n. 114. — FERRARI

(1649)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1953.

Cessazione dalla carica di agente di cambio presso la Borsa valori di Genova.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 29 luglio 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 194, del 21 agosto 1948, con il quale il dott. Marcello Ferrari fu Agostino venne nominato agente di cambio della Borsa valori di Genova;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 28 gennaio 1953, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 23 febbraio 1953, n. 44, con il quale il predetto dott Ferrari fu, fra gli altri, nominato agente di cambio presso la Borsa valori di Milano;

Vista la dichiarazione in data 17 febbraio 1953, con la quale il dott Ferrari ha esplicitamente optato per l'esercizio della carica di agente di cambio presso la Borsa valori di Milano;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per il bilancio e ad interim per il tesoro;

Decreta:

Il dott. Marcello Ferrari fu Agostino, agente di cambio della Borsa valori di Milano, cessa dalla carica di agente di cambio della Borsa valori di Genova, con decorrenza dal 28 gennaio 1953.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 11 marzo 1953

EINAUDI

PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 marzo 1953
Registro n. 6 Tesoro, foglio n. 38. — GRIMALDI

(1629)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1953.

Cessazione dalla carica di agente di cambio presso la Borsa valori di Firenze.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 22 giugno 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 164, del 17 luglio 1948, con il quale il sig. Pietro Canepa fu Giuseppe, venne nominato agente di cambio della Borsa valori di Firenze;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 28 gennaio 1953, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 44 del 23 febbraio 1953, con il quale il predetto sig. Canepa fu, fra gli altri, nominato agente di cambio presso la Borsa valori di Milano;

Vista la dichiarazione in data 18 febbraio 1953, con la quale il sig. Canepa ha esplicitamente optato per l'esercizio della carica di agente di cambio presso la Borsa valori di Milano;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per il bilancio e ad interim per il tesoro;

Decreta:

Il sig. Pietro Canepa fu Giuseppe agente di cambio della Borsa valori di Milano, cessa dalla carica di agente di cambio della Borsa valori di Firenze, con decorrenza dal 28 gennaio 1953.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 11 marzo 1953

EINAUDI

PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 marzo 1953
Registro n. 6 *Tesoro, foglio n.* 37. — GRIMALDI

(1630)

DECRETO MINISTERIALE 20 novembre 1952.

Modificazioni alla circoscrizione territoriale della marina mercantile. (Compartimenti marittimi di Olbia e Cagliari).

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER LA DIFESA E PER IL TESORO

Visto l'art. 16 del Codice della navigazione, approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Visto il regio decreto 3 marzo 1938, n. 243, che approva la nuova tabella delle circoscrizioni territoriali della marina mercantile, e le successive modificazioni;

Visto l'art. 10 del regio decreto-legge 16 luglio 1924, n. 1358, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562, che consente di apportare modifiche con decreto Ministeriale alla tabella delle circoscrizioni marittime, per quanto riguarda gli uffici locali marittimi e le delegazioni di spiaggia;

Visto il regio decreto 25 novembre 1937, n. 2360, concernente il conferimento dei posti di incaricato marittimo e di delegato di spiaggia;

Decreta:

1. E' istituita la delegazione di spiaggia di terza classe di Porto Conte (Fertilia), compresa nel Compartimento marittimo di Olbia.

2. Sono istituite le delegazioni di spiaggia di terza classe di Mereeddì (Arborea) e di Porto Budello (Teulada), comprese nel Compartimento marittimo di Cagliari.

3. La delegazione di spiaggia di Arbatax, compresa nel Compartimento marittimo di Cagliari, è soppressa ed in sua vece è istituito l'ufficio locale marittimo di Arbatax, di 2ª classe.

4. La delegazione di spiaggia di Oristano (Torre Grande), compresa nel Compartimento marittimo di Cagliari, è soppressa ed in sua vece è istituito l'ufficio locale marittimo di Oristano (Torre Grande), di seconda classe.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione ed andrà in vigore dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 novembre 1952

Il Ministro per la marina mercantile
CAPPA

Il Ministro per la difesa
PACCIARDI

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 marzo 1953
Registro n. 21 *Marina mercantile, foglio n.* 265

(1854)

DECRETO MINISTERIALE 20 novembre 1952.

Modificazione alla circoscrizione territoriale della marina mercantile. (Compartimento marittimo di Livorno).

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER LA DIFESA E PER IL TESORO

Visto l'art. 16 del Codice della navigazione, approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Visto il regio decreto 3 marzo 1938, n. 243, che approva la nuova tabella delle circoscrizioni territoriali della marina mercantile, e le successive modificazioni;

Visto l'art. 10 del regio decreto-legge 16 luglio 1924, n. 1358, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562, che consente di apportare modifiche con decreto Ministeriale alla tabella delle circoscrizioni marittime, per quanto riguarda gli uffici locali marittimi e le delegazioni di spiaggia;

Visto il regio decreto 25 novembre 1937, n. 2360, concernente il conferimento dei posti di incaricato marittimo e di delegato di spiaggia;

Decreta:

E' istituita la delegazione di spiaggia di terza classe di Castiglioncello (Rosignano Marittimo), compresa nel Compartimento marittimo di Livorno.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione ed andrà in vigore dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 novembre 1952

Il Ministro per la marina mercantile
CAPPA

Il Ministro per la difesa
PACCIARDI

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 marzo 1953
Registro n. 21 *Marina mercantile, foglio n.* 264. — BONATTI

(1853)

DECRETO MINISTERIALE 26 marzo 1953

Riconoscimento del comune di Matelica ai fini della legge 9 agosto 1948, n. 1078, recante disposizioni eccezionali sulle proroghe degli sfratti.

IL MINISTRO PER L'INTERNO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto l'art. 1 della legge 9 agosto 1948, n. 1078, recante disposizioni eccezionali sulle proroghe degli sfratti nei Comuni che presentano forte penuria di abitazioni;

Vista la proposta del Prefetto di Macerata;

Decreta:

Il comune di Matelica è riconosciuto centro con forte penuria di abitazioni ai sensi e per gli effetti della legge sopraindicata.

Roma, addì 26 marzo 1953

Il Ministro per l'interno
SCELBA

Il Ministro per i lavori pubblici
ALDISIO

(1852)

DECRETO MINISTERIALE 14 marzo 1953

Approvazione del modello del registro arrivi e partenze delle navi, in attuazione dell'art. 84 del regolamento per la navigazione interna.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visti gli articoli 21 e 184 del Codice della navigazione;

Visto l'art. 84 del regolamento per la navigazione interna, approvato con decreto Presidenziale 28 giugno 1949, n. 631;

Ritenuta la necessità di procedere all'approvazione del modello del registro da tenersi presso gli Uffici di porto della navigazione interna sul quale devono essere annotati i dati relativi alla partenza e all'arrivo di ciascuna nave;

Decreta:

Articolo unico.

E' approvato il modello del registro arrivi e partenze delle navi da tenersi presso ogni Ufficio di porto, allegato al presente decreto.

Roma, addì 14 marzo 1953

p. *Il Ministro*: MATTARELLA

MOD. I. G. M. n. 381

MINISTERO DEI TRASPORTI

ISPETTORATO GENERALE DELLA MOTORIZZAZIONE CIVILE
E DEI TRASPORTI IN CONCESSIONE

ISPETTORATO COMPARTIMENTALE

per ....

ISPETTORATO DI PORTO

di ....

REGISTRO ARRIVI E PARTENZE DELLE NAVI

Art. 184 Codice della navigazione (R. D. 30-3-1942, n. 327)
Art. 84 Regolamento N. I. (D. P. 28-6-1949, n. 631)

(dimensioni base cm. 35 x altezza cm. 50)

DECRETO MINISTERIALE 20 marzo 1953.

Conferma del presidente del Consiglio di amministrazione dell'Istituto federale di credito agrario per l'Italia centrale, con sede in Roma.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del Governo 26 luglio 1937;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto lo statuto dell'Istituto federale di credito agrario per l'Italia centrale, con sede in Roma, approvato con proprio decreto in data 2 ottobre 1948 e modificato con proprio decreto in data 25 marzo 1952;

Vista la deliberazione del Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il marchese ing. Giuseppe Della Chiesa è confermato presidente del Consiglio di amministrazione dell'Istituto federale di credito agrario per l'Italia centrale, con sede in Roma, per gli esercizi 1953-1954.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 marzo 1953

p. *Il Ministro*: AVANZINI

(1672)

DECRETO MINISTERIALE 8 aprile 1953.

Sostituzione di un componente della Deputazione della Borsa valori di Genova, per l'anno 1953.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 12 dicembre 1952, con il quale è stata costituita, fra le altre, la Deputazione della Borsa valori di Genova, per il 1953;

Vista la lettera in data 25 marzo 1953, n. 721, con la quale la Camera di commercio di Genova, in sostituzione del dott. Giovanni Cangiani, membro effettivo della locale Deputazione di borsa in rappresentanza della stessa Camera, dimissionario, designa il dottor Giovanni Zecca;

Ritenuta l'opportunità di provvedere all'integrazione dei componenti della Deputazione di borsa di Genova, come sopra indicato;

Decreta:

Il dott. Giovanni Zecca è nominato membro effettivo, in sostituzione del dott. Giovanni Cangiani, dimissionario, della Deputazione della Borsa di Genova, per l'anno 1953.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 aprile 1953

Il Ministro: PELLA

(1855)

DECRETO MINISTERIALE 11 aprile 1953.

Iscrizione della sigaretta di produzione americana « Cavalier King-Size » nella tariffa generale dei tabacchi lavorati esteri in vendita nel territorio nazionale.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la legge 17 luglio 1942, n. 907, sul monopolio dei sali e dei tabacchi, e successive modificazioni;

Sentito il Consiglio di amministrazione dei Monopoli di Stato nell'adunanza del 25 febbraio 1953;

Decreta:

Con decorrenza dal 16 aprile 1953 viene iscritto nella tariffa generale di vendita dei tabacchi lavorati esteri il sottoindicato tipo di sigaretta e ne viene fissato come segue il prezzo di vendita al pubblico:

sigaretta « Cavalier King-Size »: Lit. 18.000 il kg. convenzionale.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 11 aprile 1953

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 aprile 1953
Registro n. 2 Monopoli, foglio n. 54. — TAFURI

(1871)

DECRETO MINISTERIALE 13 aprile 1953.

Segni caratteristici dei buoni del Tesoro novennali 5 %, di scadenza 1° gennaio 1962, al portatore.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 19 dicembre 1952, n. 2356, concernente la emissione di buoni del Tesoro novennali 5 % a premi;

Visto il decreto Ministeriale 2 gennaio 1953, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 5 successivo, contenente le norme per la emissione dei buoni stessi;

Ritenuta la necessità di determinare i modelli, le leggende ed i segni caratteristici dei buoni del Tesoro al portatore, novennali 5 %, di scadenza 1° gennaio 1962;

Decreta:

Art. 1.

I titoli al portatore dei buoni del Tesoro novennali 5 % a premi, di scadenza 1° gennaio 1962, emessi in forza della legge 19 dicembre 1952, n. 2356, sono distinti in sette tagli, per il rispettivo importo nominale di lire cinquemila, diecimila, ventimila, cinquantamila, centomila, cinquecentomila e un milione.

Ciascun titolo si compone: di una matrice, del corpo e di un foglio di diciotto cedole.

La matrice è collocata a sinistra del corpo del titolo ed il buono ne viene distaccato all'atto della emissione lungo una lista di separazione, a fondino ondulato, su cui è stampata la leggenda « Debito Pubblico », ripetuta due volte.

Le diciotto cedole sono collocate a destra del corpo del titolo, su tre colonne di sei cedole ciascuna, numerate dall'esterno verso l'interno e dal basso verso l'alto, progressivamente da 1 a 18. La cedola n. 1, di scadenza 1° luglio 1953, non è stampata, in quanto la rata di interessi è stata corrisposta anticipatamente all'atto della sottoscrizione.

Art. 2.

I buoni sono stampati su carta filigranata di colore azzurro pallidissimo per tutti i tagli.

La filigrana, in chiaro-scuro, è costituita da un particolare del bassorilievo dell'Altare della Patria, posto in basso al centro del buono, e da una testina muliebre, posta a sinistra di ciascuna cedola, in spazi appositamente riservati.

Art. 3.

Il prospetto del corpo del titolo è limitato da una cornice rettangolare, costituita da una composizione a motivi ornamentali che si ripetono, interrotta ai quattro angoli ed in basso.

Ai quattro angoli della cornice, sono posti quattro medaglioni, rappresentanti la meccanica, l'agricoltura, la tessitura e l'edilizia. Al centro del lato inferiore della cornice, è stampata una composizione ornamentale comprendente lo spazio riservato alla filigrana.

Il fondino del corpo del titolo è costituito da un particolare in numismatica del grande fregio dell'Altare della Patria, ed è interrotto in alto a sinistra da uno spazio circolare con tratteggio ondulato in cui è impresso il bollo a secco dello Stato, con la leggenda circolare « Debito Pubblico della Repubblica Italiana », in una cornicetta a perline.

Procedendo dall'alto in basso, il corpo del buono presenta le seguenti leggende: « Repubblica Italiana Direzione generale del debito pubblico Buoni del Tesoro novennali 5 % a premi di scadenza 1° gennaio 1962 Legge 19 dicembre 1952, n. 2356. Titolo appartenente alla serie (numero, seguito da una piccola « a » sottolineata, da una lineetta obliqua e dalla cifra 1962) del capitale nominale di lire (valore del buono in lettere) rappresentante (quantità dei titoli) buoni unitari di lire cinquemila ciascuno. Seguono i numeri o il numero di iscrizione del titolo e poi le diciture: « fruttante l'interesse annuo di lire (importo in lettere) iscritto nel Gran Libro del debito pubblico, con godimento dal 1° gennaio 1953 ». Seguono le firme del Direttore generale (de Liguoro), il visto per la Corte dei conti (M. d'Onofrio), la firma del Capo divisione (A. Gennaro). In basso alla cornice, a sinistra, è indicata la data: « Roma, 1° gennaio 1953 » e, a destra, il numero 258.000 di posizione. Fuori della cornice, in carattere capillare: « Istituto Poligrafico dello Stato Officina Carte-Valori Roma ». Al centro del buono campeggia un sottofondino formato dalla cifra « 1962 ».

Art. 4.

Il rovescio del corpo del buono è costituito da una cornice sagomata, che racchiude un motivo ornamentale, il tutto ricavato con finissimo tratteggio trasversale.

Dentro la cornice sono stampati, dall'alto in basso, il valore del buono in cifre e le principali norme che regolano i buoni del Tesoro novennali 5 % 1962. Segue uno spazio riservato alle annotazioni relative al pagamento dei premi.

Art. 5.

Il prospetto di ogni cedola è limitato da una cornicetta a motivi simmetrici ripetuti, interrotta in alto dalla leggenda « Direzione Gen. del Debito Pubblico ». La cornice racchiude, a destra, lo stesso particolare in numismatica dell'Altare della Patria che appare nel corpo del titolo, interrotto nell'angolo in alto a destra da altra cornicetta rettangolare che comprende un fondino a tratteggio ondulato su cui sono stampati la scadenza ed il valore cedolare in cifra. Al disotto di detto rettangolo, in apposito spazio circolare con fondino ondulato, è impresso un piccolo bollo a secco dello Stato, con leggendina circolare « Debito Pubblico della Repubblica Italiana ».

A sinistra, vi è uno spazio rettangolare racchiuso da una cornicetta a motivi che si ripetono, con fondino a tratteggio ondulato, in cui è visibile in trasparenza la filigrana. Negli angoli superiori, in quadratino a fondo chiaro, limitato da cornicetta lineare, è stampato il numero progressivo della cedola.

Nel corpo di ciascuna cedola sono impresse, dall'alto in basso, le seguenti leggende: « Buoni del Tesoro novennali 5 % 1962 Legge 19 dicembre 1952 n. 2356 ». Seguono le indicazioni della scadenza, del l'importo della cedola (in lettere), della serie e del numero o dei numeri di iscrizione del buono.

Come sottofondino, al centro della cedola, campeggia la cifra « 1962 ».

Art. 6.

Il rovescio di ciascuna cedola reca al centro una composizione a forma di losanga con motivi ornamentali, ricavati con tratteggio trasversale, racchiudente, in uno spazio circolare in bianco, il numero d'ordine della cedola.

Sotto la losanga è stampata la leggenda « 5 % B.T.N. 1962 5 % ».

Art. 7.

La stampa del prospetto e del rovescio dei buoni eseguita in colori diversi per ciascun taglio, e precisamente:

da L. 5.000 in blù;
» » 10.000 in rosso bruno;
» » 20.000 in arancione;
» » 50.000 in verde;
» » 100.000 in bruno;
» » 500.000 in grigio lavagna;
» » 1.000.000 in viola malva.

Le leggende del prospetto del titolo e delle cedole sono stampate in calcografia; la numerazione, la serie, le firme del prospetto del buono, la serie e la numerazione delle cedole sono impresse in nero, tipograficamente.

Le leggende del rovescio del titolo e delle cedole sono stampate litograficamente in nero.

La cifra « 1962 » che campeggia al centro del titolo e di ciascuna cedola è stampata litograficamente in rosso giallastro.

Art. 8.

I modelli dei buoni al portatore considerati negli articoli che precedono, muniti del visto di approvazione, sono allegati al presente decreto e ne formano parte integrante.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione, e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 13 aprile 1953

Il Ministro: PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *aprile* 1953
Registro n. 7 *Tesoro, foglio n.* 91. — GRIMALDI

(1907)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Autorizzazione all'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia ad istituire in Roma una Scuola convitto per puericultrici.

Con decreto 26 marzo 1953, adottato dall'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica di concerto con il Ministero della pubblica istruzione, l'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia viene autorizzata ad istituire presso il Pensionato lattanti e divezzi « Luigi Concetti », in Roma, una Scuola convitto per puericultrici, per il rilascio della licenza di abilitazione all'esercizio dell'arte ausiliaria delle professioni sanitarie di puericultrice.

(1875)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Rettifica al decreto Ministeriale 12 marzo 1953, concernente la proroga al termine per l'attuazione del piano di ricostruzione di Pescara.

Il decreto Ministeriale 12 marzo 1953, n. 4456, con il quale venne fissata alla data del 13 aprile 1957, la scadenza della validità del piano di ricostruzione di Pescara, è integrato, a tutti gli effetti, con la citazione, nelle premesse del decreto stesso, del parere favorevole espresso dal Provveditorato regionale alle opere pubbliche di L'Aquila, con nota 24 dicembre 1952, n. 10231.

(1730)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione di zona venatoria di ripopolamento e cattura

Per il periodo 1° luglio 1953-30 giugno 1956, i fondi siti nei comuni di San Fili e San Vincenzo la Costa (Cosenza), della estensione di ettari 600 circa, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

ovest: Demanio forestale Luta;
nord: Vallone Battista;
sud: Vallone Carpineto;
est: Proprietà dei signori not. Vincenzo Marsico, Isabella Alimena ved. Caracciolo, dott. Vittorio Vercillo, Laura Vercillo in David, Maurizio Apa, avv. Marcello Miceli, comuni di San Fili e San Vincenzo La Costa, Mario Nigro.

(1725)

Costituzione del Consorzio di miglioramento fondiario del Melfa, con sede in Atina (Frosinone) e nomina della deputazione provvisoria dell'ente.

Con decreto del Presidente della Repubblica 20 gennaio 1953, registrato alla Corte dei conti il 23 marzo 1953, registro n. 4, foglio n. 376, su proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste è stato costituito, ai sensi e per gli effetti degli articoli 55 e 71 del decreto legislativo 13 febbraio 1933, n. 215, il Consorzio di miglioramento fondiario del Melfa, con sede nel comune di Atina (Frosinone) ed è stata nominata la deputazione provvisoria dell'ente nelle persone dei signori dott. Mancini Armando di Luigi, presidente; dott. Bartolomucci Renato fu Olindo, membro; ing. Lancia Antonio di Marco, membro.

(1877)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Deformazione di marchi d'identificazione per metalli preziosi

Si comunica che sono stati deformati i marchi d'identificazione per metalli preziosi della cessata ditta Vergagni Mario, già esercente in Milano.

Tali marchi recavano il n. 343-MI.

(1736)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO
ISPETTORATO GENERALE RAPPORTI FINANZIARI CON L'ESTERO
PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 88

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 17 aprile 1953

	Dollaro U. S. A.	Dollaro Canadese
Borsa di Bologna	—	—
» Firenze	624,90	634 —
» Genova	624,90	635 —
» Milano	624,93	634,50
» Napoli	624,90	633 —
» Palermo	624,90	634,50
» Roma	624,91	634,75
» Torino	624,90	633 —
» Trieste	624,92	—
» Venezia	624,90	634,50

Media dei titoli del 17 aprile 1953

Rendita 3,50 % 1906	65,45
Id. 3,50 % 1902	62 —
Id. 3 % lordo	70,70
Id. 5 % 1935	96,125
Redimibile 3,50 % 1934	80,85
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	69,25
Id. 5 % (Ricostruzione)	92,40
Id. 5 % 1936	92,45
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,85
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	97,85
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	97,80

L'ispettore generale contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 17 aprile 1953

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632)

1 dollaro U.S.A.	Lit.	624,92
1 dollaro canadese	»	634,62

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina . Lit. 1749,78

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,50	per franco belga
Danimarca	»	90.46	» corona danese
Egitto	»	1794.55	» lira egiziana
Francia	»	1.785	» franco francese
Germania	»	148.77	» marco occid
Norvegia (c/nuovo)	»	87.48	» corona norvegese
Olanda	»	164.44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120.78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,90	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 14.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
P. R. 3,50 % (1934)	490753	7.700 —	Cocozza Lucrezia di Pasquale moglie di *Chiamura* Gaetano di Giovanni, dom. a Bari, vincolata per dote.	Cocozza Lucrezia di Pasquale moglie di *Chianura* Gaetano, ecc., come contro.
Rendita 5 % (1935)	205673	2.225 —	Filippone Antonio fu Ernesto, Iacampo Rosetta e Mario di Luigi, minori sotto la patria potestà del padre e figli nascituri di questo ultimo, dom. in Campobasso, eredi indivisi, in parti uguali, con usufrutto a Iacampo Elvira fu *Michele*, dom. in Campobasso.	Come contro, con usufrutto a Iacampo Elvira fu *Vitangelo Michele*, dom. in Campobasso.
P. R. 3,50 % (1934)	394097	1.750 —	Vecchio Anna-Maria di Lorenzo moglie di Pugliese La Corte Francesco fu Raffaele, dom. a Vibonati (Salerno), *con vincolo dotale*.	Vecchio Anna-Maria di Lorenzo moglie di Pugliese La Corte Francesco fu Raffaele, dom. a Vibonati (Salerno).

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 2 marzo 1953

Il direttore generale: SALIMEI

(1202)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Accreditamento di notaio

Con decreto Ministeriale 3 marzo 1953, il notaio dott. Domenico Polimeni fu Giovanni, residente ed esercente in Reggio Calabria, è stato accreditato per le operazioni di Debito pubblico da eseguirsi presso l'Intendenza di finanza di quella città.

Roma, addì 2 aprile 1953

Il direttore generale: SALIMEI

(1856)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa edile reduci combattenti « C.E.R.C. », con sede in Colli del Tronto, e nomina del commissario liquidatore.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 3 aprile 1953, la Società cooperativa edile reduci combattenti « C.E.R.C. », con sede in Colli del Tronto, costituita con atto in data 13 dicembre 1946 del dott. Antonio Feriozzi, notaio residente in Acquasanta, è stata sciolta ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile ed è stato nominato commissario liquidatore il rag. Nello Ballatori.

(1801)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 28 gennaio 1953, registrato alla Corte dei conti il 14 febbraio successivo, è stato respinto, perchè infondato, il ricorso straordinario al Capo dello Stato proposto in data 26 aprile 1952 dalla signora Di Ciommo Amina Italia, vedova dell'ex ufficiale di 1ª classe - grado 11°, gruppo *C* del personale delle poste e delle telecomunicazioni Di Noia Vito, deceduto in attività di servizio il 16 marzo 1939, avverso il decreto Ministeriale 20 novembre 1950 concernente la ricostruzione di carriera per danno politico del defunto marito.

(1520)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Valentino Boschi di Giuseppe, nato a Ferrara il 20 gennaio 1922 ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in scienze agrarie conseguito presso la Università di Bologna nel 1951.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Bologna.

(1737)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ISTITUTO SUPERIORE DI SANITÀ

Rettifica del termine stabilito per l'espletamento delle prove pratiche nei bandi di concorso a posti di assistente in prova nei laboratori dell'Istituto superiore di sanità, pubblicati nel supplemento ordinario alla « Gazzetta Ufficiale » n. 62 in data 14 marzo 1953.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Veduti i bandi di concorso, in data 10 dicembre 1952, pubblicati nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 62 del 14 marzo 1953, pel conferimento di posti di assistente in prova (gruppo *A*, grado 9°) nei laboratori di chimica, chimica terapeutica, fisica, ingegneria sanitaria e parassitologia dell'Istituto superiore di sanità;

Decreta:

Il termine per le prove pratiche stabilito sino a 6 ore nell'art. 7, comma secondo, dei detti bandi di concorso, viene rettificato sino a 9 ore.

Il direttore generale dell'Istituto superiore di sanità è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 marzo 1953

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
MIGLIORI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 aprile 1953
Registro n. 76 Presidenza, foglio n. 115. — FERRARI

(1899)

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Venezia al 30 novembre 1952.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Venezia in data 9 febbraio 1953, n. 3382, con il quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1952;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Venezia è costituita come appresso:

Presidente:
Bianchi dott. Giulio, vice prefetto.

Componenti:
Canalis prof. Antonino, medico provinciale;
D'Arbela prof. Felice, primario medico dell'ospedale civile di Venezia;
Vecchi prof. Giuseppe, primario chirurgo dell'ospedale civile di Venezia;
Andreotta dott. Giuseppe, medico condotto.

Segretario:
De Gregorio dott. Bruno.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Venezia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 21 marzo 1953

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(1551)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Ragusa al 30 novembre 1952.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Ragusa in data 18 dicembre 1952, n. 30189, con il quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1952;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Ragusa al 30 novembre 1952, è costituita come appresso:

Presidente:
Fradella dott. Roberto, vice prefetto.

Componenti:
Giustolisi dott. Giovanni, medico provinciale;
Spampinato prof. dott. Carmelo, primario chirurgo dell'ospedale civile di Ragusa;
Puglisi dott. Sante, primario medico dell'ospedale civile di Ragusa;
Di Natale dott. Filippo, medico condotto.

Segretario:
Valenti dott. Natale.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Ragusa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 18 marzo 1953

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(1549)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Nuoro al 15 gennaio 1953.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Nuoro in data 15 gennaio 1953, n. 962, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 15 gennaio 1953;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Nuoro è costituita come appresso:

Presidente:
Pagnozzi dott. Coriolano, vice prefetto ispettore.
Componenti:
Duce dott. Aldo, medico provinciale;
Ferracciu prof. dott. Domenico, docente in ostetricia;
Conteddu dott. Efisio, libero esercente specializzato in ostetricia e ginecologia;
Luzzardi Teresa, ostetrica condotta.
Segretario:
Cinti dott. Valfredo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Nuoro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della prefettura interessata.

Roma, addì 21 marzo 1953

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(1557)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Sassari al 30 novembre 1951.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Sassari in data 28 luglio 1952, n. 17848, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1951;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Sassari è costituita come appresso:
Presidente
Macciotta dott. Pensiero, ff. vice prefetto vicario.
Componenti:
Raffo dott. Stefano, medico provinciale;
Spoto prof. dott. Pompeo, direttore della clinica ostetrica dell'Università di Sassari;
Orrù prof dott. Michele, docente in ostetricia;
Vandelli Giovanna, ostetrica condotta.
Segretario
Pisano dott. Gavino.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Sassari.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 18 marzo 1953

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(1555)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Como al 30 novembre 1952.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visto gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Como in data 12 dicembre 1952, n. 50195, con il quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1952;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Como è costituita come appresso:
Presidente:
Russo dott. Giuseppe, vice prefetto.
Componenti:
Agrifoglio dott. Lino, medico provinciale;
Pecco prof. dott. Renzo, docente in clinica chirurgica;
Ravetta prof. dott. Mario, docente in patologia medica;
Calcaterra dott. Carlo, medico condotto.
Segretario:
Sardella dott. Mario.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Como.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 24 marzo 1953

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(1691)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Como al 30 novembre 1952.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visto gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Como in data 12 dicembre 1952, n. 50195, con il quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1952;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Como è costituita come appresso:
Presidente:
Russo dott. Giuseppe, vice prefetto.
Componenti:
Agrifoglio dott. Lino, medico provinciale;
Coggi prof. dott. Cesare, docente in ostetricia e ginecologia;
Placci dott. Stefano, specialista in ostetricia e ginecologia;
Calzoni Caterina, ostetrica condotta.
Segretario:
Sardella dott. Mario.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Como.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 24 marzo 1953

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(1693)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Sostituzione di un membro della Commissione esaminatrice del concorso a quaranta posti di capotecnico aggiunto di artiglieria e genio (gruppo B, grado 11°), indetto con decreto Ministeriale 16 dicembre 1951.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto Ministeriale 12 settembre 1952, con il quale è stata nominata la Commissione esaminatrice del concorso a quaranta posti di capotecnico aggiunto di artiglieria e genio, indetto con decreto Ministeriale 16 dicembre 1951;

Considerata la necessità di far luogo alla sostituzione, per urgenti necessità di servizio del col. gen. in servizio permanente effettivo Baungartener Edmondo col col. gen. in servizio permanente effettivo Palazzolo Benedetto direttore del 20° Stabilimento genio militare di Roma;

Decreta:

Articolo unico.

Il col. gen. in servizio permanente effettivo Palazzolo Benedetto è nominato, in sostituzione del col. gen. in servizio permanente effettivo Baungartener Edmondo, membro della Commissione esaminatrice del concorso a quaranta posti di capotecnico aggiunto di artiglieria e genio (grado 11°, gruppo *B*), indetto con decreto Ministeriale 16 dicembre 1951.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 febbraio 1953

Il Ministro: PACCIARDI

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1953
Registro n. 10, foglio n. 117. — TEMPESTA

(1560)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Nomina della Commissione incaricata di procedere all'esame delle domande degli aspiranti all'ammissione ai corsi per allievi ufficiali piloti di complemento e allievi sergenti piloti non di carriera.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto Ministeriale in data 20 agosto 1952, con il quale è indetto un concorso per titoli per l'ammissione ad un corso di pilotaggio aereo per n. 340 allievi ufficiali piloti di complemento e n. 200 allievi sergenti piloti non di carriera (*Gazzetta Ufficiale* n. 224 del 26 settembre 1952);

Decreta:

E' nominata la seguente Commissione incaricata di procedere all'esame delle domande degli aspiranti all'ammissione ai corsi allievi ufficiali piloti di complemento e allievi sergenti piloti non di carriera;

Presidente:
Colonn. A.A.r.n. pil. s.p.e. Prisco Giovanni.

Membri:
T. Colonn. A.A.r.n. pil. s.p.e. Ventimiglia Matteo;
T. Colonn. A.A.r.n. pil. p.a. Sansebastiano Euro;
T. Colonn. A.A.r.s. s.p.e. Bontempo Alfredo;
Magg. C.C.r.c. s.p.e. Dall'Olio Giannino;
Capitano A.A.r.n. pil. s.p.e. Zagarese Ezio;
Capitano A.A.r.s. in p.a. La Porta-Bevilacqua Michele.

Segretario:
M.llo 1ª cl. A.A.r.s. carr. De Blasiis Giulio.

Ai componenti la predetta Commissione saranno corrisposti i compensi di cui alla legge 4 novembre 1950, n. 888.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 febbraio 1953

Il Ministro: PACCIARDI

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1953
Registro n. 10 Esercito, foglio n. 92

(1804)

REGIONE TRENTINO ALTO - ADIGE

Esito del concorso al posto di ufficiale sanitario del comune di Trento

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visti i verbali della Commissione giudicatrice, nominata con decreto 30 aprile 1952 dall'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica, per l'espletamento del concorso al posto di ufficiale sanitario del comune di Trento, bandito con avviso del 22 novembre 1947, n. 44500-III-a, della prefettura di Trento;

Riscontrata la regolarità degli atti;

Visti l'art. 36 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, l'art. 23 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, e l'art. 76, n. 3, dello Statuto speciale per il Trentino-Alto Adige, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5;

Decreta:

E' approvata la graduatoria di merito dei candidati risultati idonei nel concorso suindicato:

Gregori dott. Arturo di Cirino, con punti 135,150 su 400.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Bollettino ufficiale della Regione Trentino-Alto Adige e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo Commissariato e del comune di Trento.

Trento, addì 18 marzo 1953

Il Commissario del Governo: BISIA

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto il proprio decreto di pari data e numero, con il quale è stata proposta la graduatoria dei concorrenti al posto di ufficiale sanitario del comune di Trento;

Visti gli articoli 34 e 37 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, l'art. 24 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e l'art. 76, n. 3, dello Statuto speciale per il Trentino-Alto Adige, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5;

Decreta:

Il dott. Gregori Arturo di Cirino è nominato ufficiale sanitario del comune di Trento, in via di esperimento, per un anno.

Il predetto dovrà assumere il servizio entro il 15 aprile 1953, e qualora senza giustificato motivo, non assuma il servizio entro tale termine, sarà dichiarato rinunciatario.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Bollettino ufficiale della Regione Trentino-Alto Adige e sarà pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo Commissariato e del comune di Trento.

Trento, addì 18 marzo 1953

Il Commissario del Governo: BISIA

(1509)

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Trento

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto il proprio decreto n. 28503/III in data 31 dicembre 1951, con il quale veniva bandito il concorso per titoli ed esami per il conferimento di dieci posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Trento al 30 novembre 1951;

Visto il decreto n. 20482.2.8436 in data 24 marzo 1952 dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica relativo alla nomina della Commissione giudicatrice;

Visti i verbali e gli atti rassegnati dalla Commissione giudicatrice a seguito dell'espletamento delle operazioni di concorso, e riconosciuta la regolarità delle operazioni effettuate;

Vista la graduatoria formata dalla citata Commissione;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265 e l'art. 55 del regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti a servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 76 della legge costituzionale 26 febbraio 1948, numero 5;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati dichiarati idonei nel concorso di cui alle premesse:

1.	Vettori dott. Ernesto di Giovanni	punti 53,131	su 100
2.	Datovo dott. Costante fu Luigi	» 51,530	»
3.	Rigoni dott. Lanfranco fu Antonio	» 51,400	»
4.	Collini dott. Giovanni fu Giuseppe	» 50,541	»
5.	Mengon dott. Silvestro di Matteo	» 49,472	»
6.	Cestarelli dott. Oddo di Ernesto	» 49,089	»
7.	Rizzardi dott. Piero fu Alessandro	» 47,878	»
8.	De Campi dott. Placido Germano fu Oreste	» 47,424	»
9.	Donati dott. Bruno di Geremia	» 47,281	»
10.	Aichner dott. Rodolfo fu Martino	» 47,091	»
11.	Romagnoli dott. Renato fu Enrico	» 47,012	»
12.	Marchesini dott. Angelo di Girolamo	» 46,614	»
13.	Mattei dott. Renzo di Mario	» 46,585	»
14.	Marchetti dott. Massimo di Enrico	» 46,381	»
15.	Mirabelli dott. Alessandro di Carlo	» 46,345	»
16.	Salcuni dott. Pasquale di Francesco	» 45,385	»
17.	Sicheri dott. Urbano fu Fedele	» 45,004	»
18.	Broseghini dott. Mario di Leonardo	» 45,000	»
19.	Rigotti dott. Fulvio di Demetrio	» 44,933	»
20.	Dal Piaz dott. G. Battista fu Augusto	» 44,812	»
21.	Vivaldi dott. Pietro di Isidoro	» 44,781	»
22.	Bortoli dott. Ottavio fu Antonio	» 44,495	»
23.	Vinante dott. Giovanni di Antonio	» 44,178	»
24.	Mosca dott. Guido di Alfonso	» 44,000	»
25.	Degasperi dott. Cesare di Albino	» 44,000	»
26.	Amadori dott. Giusto fu Paolo	» 43,991	»
27.	Nami dott. Antonio fu Pietro	» 43,987	»
28.	Benetti dott. Ferruccio di Antonio	» 43,951	»
29.	Defrancesco dott. Carlo di Giustino	» 43,849	»
30.	Bonapace dott. Guerino fu Simone	» 43,635	»
31.	Chierici dott. Achille fu Romeo	» 43,424	»
32.	Marconi dott. Angelo fu Francesco	» 42,770	»
33.	Lopane dott. Claudio di Vittorio	» 41,887	»
34.	Greselin dott. Erminio di Mario	» 41,745	»
35.	Mutinelli dott. Ferruccio di Emanuele	» 41,537	»
36.	Cescatti dott. Giuseppe fu Giuseppe	» 41,015	»
37.	Urbinati dott. Alberto di Rolando	» 40,069	»
38.	Caden dott. Damiano di Scipione	» 40,100	»
39.	Pizzini dott. Arturo di Bortolo	» 40,100	»
40.	Pollini dott. Arturo di Giuseppe	» 39,516	»
41.	De Bonis dott. Cleto di Orlando	» 39,469	»
42.	De Nicolò dott. Antonio di Nicolò	» 39,172	»
43.	Bacca dott. Camillo di Erminio	» 39,125	»
44.	Ruatti dott. Adelio di Cesare	» 38,656	»
45.	Baroacovi dott. Remo di Tullio	» 37,958	»
46.	De Guelmi dott. Marco fu Edoardo	» 37,935	»
47.	Zanoni dott. Francesco di Celestino	» 37,687	»
48.	Chiesa dott. Mariano fu Cristiano	» 36,500	»
49.	Pagani dott. Franco fu Emilio	» 36,365	»
50.	Cavagna dott. Arrigo di Luigi	» 35,695	»
51.	Gnoato dott. Marco di Guido	» 35,358	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Bollettino Ufficiale della Regione Trentino-Alto Adige, e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio del Commissariato del Governo e dei Comuni interessati.

Trento, addì 21 marzo 1953

Il Commissario del Governo: BISIA

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto il proprio decreto di eguale numero e data con il quale è stata approvata la graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei nel concorso a dieci posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Trento al 30 novembre 1951, bandito con decreto n. 28503/III del 31 dicembre 1951;

Viste le domande dei candidati e l'ordine di preferenza delle sedi da essi indicate;

Visto l'art. 55 del regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I sottoindicati veterinari sono dichiarati vincitori per le condotte veterinarie a fianco di ciascuno di essi indicate:

1) Vettori dott. Ernesto: Mori, condotta consorziale;

2) Datovo dott. Costante: Riva sul Garda, condotta comunale;

3) Rigoni dott. Lanfranco: Predazzo, condotta consorziale;

4) Collini dott. Giovanni: Villalagarina, condotta consorziale;

5) Mengon dott. Silvestro: Pieve Tesino, condotta consorziale;

6) Cestarelli dott. Oddo: Fiera di Primiero, condotta consorziale;

7) De Campi dott. Placido Germano: Denno, condotta consorziale;

8) Donati dott. Bruno: Ala, condotta consorziale;

9) Aichner dott. Rodolfo: Cembra, condotta consorziale;

10) Romagnoli dott. Renato: Bezzecca, condotta consorziale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino Ufficiale della Regione Trentino-Alto Adige, e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio del Commissariato del Governo e dei Comuni interessati.

Trento, addì 21 marzo 1953

(1641) *Il Commissario del Governo*: BISIA

PREFETTURA DI CAGLIARI

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cagliari

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CAGLIARI

Visto il proprio decreto pari numero dell'11 settembre 1952, con il quale l'ostetrica Bullini Bruna veniva dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Gonnosfanadiga; l'ostetrica Piccini Giuseppina veniva dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Villanovafranca; l'ostetrica Scanu Annetta veniva dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Siurgus Donigala; l'ostetrica Bozzo Maria veniva dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di San Nicolò Arcidano; l'ostetrica Fornaciari Zea veniva dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di San Vero Milis (consorzio);

Visto il proprio decreto pari numero dell'11 febbraio 1953, con il quale l'ostetrica Lai Maddalena veniva dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Gonnosfanadiga;

Visto il proprio decreto pari numero del 23 marzo 1953, con il quale l'ostetrica Achenza Pietrina veniva dichiarata vincitrice della condotta di Siurgus Donigale;

Considerato che le ostetriche Bullini Bruna, Piccini Giuseppina, Scanu Annetta, Bozzo Maria, Fornaciari Zea, e successivamente anche l'ostetrica Lai Maddalena e l'ostetrica Achenza Pietrina venivano dichiarate rinunciatarie alle condotte rispettivamente loro assegnate;

Vista la graduatoria di merito del concorso e l'ordine di preferenza delle sedi richieste dalle singole concorrenti;

Decreta:

A parziale modifica del proprio decreto pari numero dell'11 settembre 1952 e del proprio decreto pari numero del 23 marzo 1953:

l'ostetrica Falcai Paola, residente a Montescudaio (Pisa), è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Gonnosfanadiga;

l'ostetrica Achenza Pietrina, residente a Nugheddu San Nicolò (Sassari) è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Villanovafranca;

l'ostetrica Davi Nives, residente a Donori, è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Siurgus Donigala;

l'ostetrica Onnis Giulia, residente a Baressa, è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di San Nicolò Arcidano;

l'ostetrica Migliari Marina, residente a Villaurbana è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di San Vero Milis (Consorzio).

I sindaci dei comuni di Gonnosfanadiga, Villaurbana, Siurgus Donigala, San Nicolò Arcidano e il presidente del Consorzio ostetrico di San Vero Milis sono incaricati della esecuzione del presente decreto.

Cagliari, addì 26 marzo 1953

Il Prefetto

(1746)

PREFETTURA DI FORLI'

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Forlì

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FORLI'

Visto il proprio decreto n. 26673 del 31 dicembre 1951, col quale veniva bandito un concorso per titoli ed esami a posti di veterinario condotto nella provincia di Forlì;

Visto il successivo decreto n. 26673 dell'11 ottobre 1952, con il quale furono ammessi al concorso predetto centotrenta candidati;

Visto il decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica in data 4 marzo 1952, n. 20432.2/8030, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso suddetto;

Visti i verbali della predetta Commissione giudicatrice, che concludono con la formulazione della graduatoria dei candidati dichiarati idonei;

Ritenuti regolari gli atti del concorso;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei nel concorso per titoli ed esami ai posti vacanti di veterinario condotto in provincia di Forlì, bandito con decreto prefettizio n. 26673 del 31 novembre 1951:

1. Ulivelli Angiolo	punti	56,114	su 100
2. Orselli Pietro	»	54,452	»
3. Bellavia Alberto	»	54,245	»
4. Stanzani Lorenzo	»	54,062	»
5. Badiali Bruno	»	53,339	»
6. Villa Leonida	»	52,590	»
7. Cesaretti Spartaco	»	51,408	»
8. Potocco Giobatta	»	49,601	»
9. Marcaccini Mario	»	49,455	»
10. Pini Mario	»	49,272	»
11. Albanesi Aiace	»	47,712	»
12. Mercati Francesco, partigiano combattente	»	46,567	»
13. Tibaldi Tonino	»	46,567	»
14. Figna Onorio	»	46,343	»
15. D'Agostini Alessio	»	46,114	»
16. Silvestri Alberto	»	45,296	»
17. Vanni Salvatore	»	45,173	»
18. Valgimigli Velio	»	44,875	»
19. Galli Alfredo	»	44,665	»
20. Ughi Luigi	»	44,578	»
21. Salcuni Pasquale	»	44,284	»
22. Trevisani Federico	»	43,885	»
23. Balocchi Attilio	»	43,583	»
24. Verdini Paolo	»	43,325	»
25. Faccani Giorgio	»	43,109	»
26. Mazzocchi Luigi	»	43 —	»
27. Vivarelli Bruno	»	42,764	»
28. De Bonis Cleto	»	42,625	»
29. Paci Arcangelo	»	42,466	»
30. Leardini Agostino	»	42,375	»
31. Bacchilega Cecchino	»	42,162	»
32. Neri Odo	»	42,087	»
33. Tosonotti Vincenzo	»	41,875	»
34. Zamagni Italo	»	41,820	»
35. Della Penna Vittorio	»	41,409	»
36. Tesi Pietro	»	41,164	»
37. Savorani Innocenzo	»	40,897	»
38. Colombi Luigi	»	40,604	»
39. Mazzoleni Mario	punti	40,479	su 100
40. Lugli Antonio	»	40,276	»
41. Romagnoli Renato	»	40,226	»
42. Borini Eugenio	»	40,165	»
43. Nicolai Renato	»	40,161	»
44. Marchesani Claudio	»	39,825	»
45. Riccobelli Mario	»	39,732	»
46. Davalli Giancarlo	»	38,718	»
47. Palazzi Marcello	»	38,447	»
48. Salvatorelli Mario	»	37,375	»
49. Despota Mario	»	37 —	»
50. Morandi Angelo	»	36,340	»
51. Mancini Lanfranco	»	36,025	»
52. Aldini Pietro	»	35,281	»
53. Sperindè Armando	»	35 —	»

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Forlì, addì 20 marzo 1953

Il prefetto: QUERCI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FORLI'

Visto il proprio decreto odierno di pari numero, col quale è stata approvata la graduatoria dei candidati idonei nel concorso per titoli ed esami ai posti vacanti di veterinario condotto, in provincia di Forlì, bandito con decreto prefettizio n. 26673 del 31 dicembre 1951;

Ritenuto che la dichiarazione dei vincitori deve essere fatta secondo l'ordine della graduatoria per la sede che i concorrenti hanno nella domanda indicata per prima nell'ordine delle loro preferenze, salvo che per tale sede sia già stato dichiarato vincitore altro candidato che precede in graduatoria, nel qual caso la dichiarazione deve essere fatta per le sedi indicate successivamente e nell'ordine salvo la precedenza da darsi nei Comuni che non abbiano alle proprie dipendenze, tra i veterinari condotti, la prescritta percentuale di invalidi di guerra, a tale categoria di persone, a norma di legge;

Visto l'ordine delle preferenze indicate da ciascun concorrente;

Visti gli articoli 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e 9 della legge 9 giugno 1950, n. 375, che modifica la legge 21 agosto 1921, n. 1312;

Decreta:

I seguenti concorrenti, dichiarati idonei nel concorso per titoli ed esami, ai posti vacanti di veterinario condotto in provincia di Forlì, bandito con decreto prefettizio n. 26673 del 31 dicembre 1951, sono dichiarati vincitori del concorso stesso, per le sedi a fianco di ciascuno indicate:

1) Ulivelli Angelo: Roncofreddo;
2) Orselli Pietro: Cattolica;
3) Bellavia Alberto: Rocca San Casciano;
4) Stanzani Lorenzo: Galeata;
5) Badiali Bruno: Premilcuore;
6) Villa Leonida: Civitella di Romagna.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Forlì, addì 20 marzo 1953

Il prefetto: QUERCI

(1578)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* — SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato — G. C.